



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 23 octobre 2014,

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV.5

Affaire suivie par : Hervé GERMAIN
Réf : HG/ 2014 / n° 1423

Téléphone : 05 61 15 37 50
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : herve.germain@
developpementdurable.gouv.fr

Objet: SASU PAPREC Sud-Ouest à Bruguières

PJ: Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rapport de l'Inspection des Installations Classées aux membres du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

Établissement: SASU PAPREC Sud-Ouest – 9/11, chemin des Pierres lieu-dit « le Petit Paradis » - Bruguières (31 150)

Activités: Centre de tri / transit / regroupement de déchets dangereux et non dangereux

N° SIIIC : 068-03692

SIRET : 511.867.327.00021

Références :

- Décrets n° 2009-1341 du 29 octobre 2009, 2010-369 du 13 avril 2010, 2010-875 du 26 juillet 2010 et 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- Circulaire DGPR n° DEVP1029816C en date du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- Circulaire DGPR n° DEVPI208015C du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Directive I.E.D. (directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, prévention et réduction industrielles intégrées de la pollution) : établissement concerné et antériorité actée par lettre préfectorale du 27 janvier 2014 (rubrique n° 3550) – Dossier de mise en conformité déposé le 22 juillet 2014.

Garanties financières : établissement concerné –l'arrêté complémentaire du 8 août 2014 a acté un montant de garanties de 480 985 €.

1. Objet du présent rapport

L'objet du présent rapport est d'acter l'évolution du classement lié à la nomenclature des installations classées et les modifications sur les installations, tout en actualisant les prescriptions techniques applicables au site.

2. Présentation de l'entreprise et de l'établissement

La SASU PAPREC Sud-Ouest, filiale du Groupe PAPREC, spécialisé à l'origine dans la récupération des papiers recyclables, dispose d'une agence régionale la Société par Actions Simplifiées PAPREC Sud-Ouest à associé unique, dont le siège est situé 7, rue du Docteur Lancereaux à PARIS (75 008), créée en 2001 et au capital de 10 M€; spécialisée dans la collecte et le traitement de déchets dangereux et non dangereux, elle exploite sur la région Midi-Pyrénées, 8 sites d'exploitation.

Le groupe emploie au total 4 000 personnes. Ce site de Bruguères (effectif total : 88 personnes environ) est un centre de tri / transit / regroupement qui reçoit des déchets des industriels et des collectivités.

Il effectue un tri et un transfert en fonction des différentes filières de valorisation. Au vu des rapports annuels d'exploitation 2012 et 2013, ont transités par ce site respectivement 90 050 t et 74 783 t de déchets, pour une capacité totale autorisée de 271 000 t/an de déchets issus de collectes sélectives.

Il a été réglementé successivement par:

- un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 octobre 2003 à la société PAPREC Réseau pour exploiter un centre de tri de vieux papiers, cartons et DIB (déchets industriels banals);
- un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 septembre 2010 à la société PAPREC Sud-Ouest.

L'établissement regroupe les activités suivantes et réparties sur les bâtiments suivants :

- bâtiment A : activité de tri de DND (déchets non dangereux), accueillant une chaîne de tri (+ auvent A);
- bâtiment B : activité de déchets de mono-produits, de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques), de déchets non dangereux et de stockage, accueillant un ensemble presse/broyeur, une chaîne de tri, un coupe bobine, une scie à bobinots et des tables de démantèlement de DEEE ;
- bâtiment C : activité de stockage de papiers/cartons et matières plastiques ;
- bâtiment D : activité de broyage de refus de tri valorisables, accueillant une unité de préparation de refus de tri ;
- bâtiment E : bureaux et activité de maintenance et activités de tri et de broyage de papiers/cartons ;
- bâtiment F : locaux sociaux ;
- auvent G : destiné au stockage des Déchets Dangereux (à construire) ;
- plate-forme H . destinée aux activités bois (à construire).

L'activité, quelle que soit la nature des déchets, déchets non dangereux très majoritairement, voire quelques déchets dangereux ou inertes, est composée des étapes suivantes :

- collecte ;
- réception des déchets, contrôle, pesée, tri manuel ou mécanique;
- regroupement par typologie de déchets et natures ;
- mise en balle pour les déchets papiers, cartons, et plastiques ;
- conditionnement et stockage des produits récupérés avant évacuation ;
- transit et réexpédition.

Chaque type de déchet entre dans l'une des filières suivantes :

- valorisation matière ou recyclage ;

- valorisation énergétique ;
- valorisation organique ;
- installation de stockage des déchets ultimes ou incinération.

3. Avis de l'inspection sur le projet

3.1 Travaux d'évolution du site de tri / transit / regroupement de déchets:

L'exploitant a déposé le 14 janvier 2014 un dossier de demande de modifications, modifié et complété le 20 août 2014, en application des dispositions de l'article R.513-33-II du Code de l'Environnement modifié :

« Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que « la modification est substantielle », le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet :

1° Invite l'exploitant à déposer une demande d'enregistrement pour cette modification lorsque celle-ci relève en elle-même de la section 2. La demande est alors instruite selon les dispositions de la sous-section 2 de cette section ;

2° Fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 »

Une circulaire ministérielle est intervenue le 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de cet article, proposant un examen au cas par cas, en fonction de certains critères, mais aussi et surtout en fonction des enjeux, de l'importance des dangers et inconvénients induits par des modifications, y compris en cas d'extensions.

Notamment concernant les « Nature et origine des déchets pour les installations de traitement des déchets » il est mentionné les éléments suivants :

« Comme exposé au point a. ci-dessus, le changement de la nature des déchets traités dans l'installation ne conduit pas nécessairement à classer la modification comme substantielle, même si cette modification conduit à introduire une nouvelle rubrique de classement sous le régime de l'autorisation. Ainsi par exemple, le fait de traiter des déchets non dangereux (rubrique 2791) dans une installation autorisée pour le traitement de déchets dangereux (rubrique 2790) n'est normalement pas une modification substantielle....

Pour l'ensemble des installations de traitement de déchets, une évolution du volume d'activité et des capacités de traitement sera examinée au cas par cas, comme pour les autres installations classées, au regard des impacts et risques générés. »

Les travaux de modernisation et d'amélioration ont été réalisés depuis le dossier de demande d'autorisation déposé en 2008, ayant fait l'objet d'une enquête publique, et dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2010.

Cet établissement a fait l'objet d'une visite des services d'inspection, le 19 février 2013, qui a permis de visualiser les principales modifications réalisées :

- le périmètre d'exploitation a été étendu : l'entreprise a acquis des parcelles avoisinantes et a vu sa superficie totale portée à 70 545 m² permettant notamment de prolonger un auvent existant et la construction de deux halls industriels ;
- la réorganisation des stockages sur le site au travers des 6 bâtiments, et installations annexes, tels que décrits ci-dessus ;
- l'exploitant recherche des évolutions pour répondre aux demandes toujours grandissantes de ses principaux clients et propose désormais une prestation globale de valorisation des déchets.

La demande examinée montre que :

- le process est resté inchangé, à savoir le transit, tri, broyage et conditionnement et stockage des matières premières secondaires ;
- les flux de déchets entrants / sortants restent stables. La capacité autorisée passerait ainsi de 271 000 t/an à 274 000 t/an, ce qui laisse une marge de progression importante par rapports aux flux constatés.

La seule activité réellement nouvelle concerne la préparation de Combustibles de Substitution (CSR) par broyage des refus de tri.

Les dernières modifications projetées sont relatives :

- à l'aménagement d'une plate-forme pour le bois sur dalle bétonnée imperméabilisée avec un stockage par îlots (tri/transit/regroupement et broyage de bois, de catégories A et B) ;
- à la construction d'auvent destiné au stockage des Déchets Dangereux (à l'abri des intempéries et sur rétention), donnant suite pour partie aux observations formulées par l'inspection.

Les incidences de ces évolutions en terme d'impact sur l'environnement, par rapport à l'étude d'impacts initiale, portent notamment sur :

- la pollution des eaux : le pré-traitement des eaux pluviales susceptibles d'être souillées par 2 séparateurs hydrocarbures, le réexamen des rétentions et de leurs volumes, ainsi que le réexamen de la rétention des eaux d'extinction d'incendie et le maintien du réseau piézométrique pour le suivi de la qualité des eaux souterraines ;
- les nuisances sonores : l'exploitant a fourni les résultats de la dernière campagne de mesures réalisée en avril 2014 qui indiquent le respect des valeurs limites et s'est engagé à réaliser une nouvelle étude de bruit après mises en service de l'ensemble des modifications dans un délai de 1 an.

Les incidences de ces évolutions en terme de risques sont les suivantes :

la société PAPREC Sud-Ouest a fait réaliser par un bureau d'études à un réexamen de l'étude de dangers existante et des conditions d'exploitation, ainsi qu'une estimation des risques d'incendie liées aux activités : une nouvelle modélisation des effets thermiques a ainsi été faite du scénario d'incendie des 3 nouvelles cellules de stockages et la détermination des effets thermiques des différentes zones de stockages, en raisonnant îlot par îlot des diverses zones de stockages.

- zone de dangers très graves pour le vie humaine (seuil des effets domino - flux de 8 kW/m²) ;
- zone de dangers graves pour le vie humaine (flux de 5 kW/m²), et flux de 3 kW/m² ;

De l'examen des différents scénarii développés l'exploitant a proposé pour chacun d'eux et lorsque le résultat de ces flux débordaient des limites de propriété la mise en place de merlons ou de murs

le résultat de ces flux débordaient des limites de propriété la mise en place de merlons ou de murs coupe-feu de façon à circonscrire ces zones d'effet. A ce jour tous ces aménagements ont été réalisés à l'exception d'un mur coupe-feu (îlot n° 13) dont la construction est prescrite (dans un délai de 3 mois) ; par ailleurs il a été précédé à un réexamen des dispositifs de protection et de lutte contre l'incendie qui a été repris dans le projet d'arrêté complémentaire proposé.

En conclusion, l'inspection note que la superficie du site a augmenté sensiblement, mais que les flux des déchets entrants/sortants sont très en-deçà des capacités maximales autorisées. La nature des déchets admissibles et des déchets (ou produits) sortants sont identiques, seule l'activité de broyage des refus de tri et de préparation de Combustibles de Substitution (CSR) est nouvelle. Les autres modifications, comme indiqué ci-dessus, concernent des réaménagements : aménagement d'une plate-forme pour le bois avec un stockage par îlots ou construction d'auvent destiné au stockage des Déchets Dangereux.

Au vu de ces éléments, l'inspection considère que les modifications sont « notables » mais « non substantielles » et doit faire l'objet de prescriptions techniques complémentaires.

2.2 Actualisation de classement:

Au vu des décrets des 29 octobre 2009, 13 avril 2010 et 26 juillet 2010 et de la circulaire d'application du 24 décembre 2010, les rubriques de la nomenclature Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ont évoluées de façon conséquente concernant les activités des déchets.

L'exploitant a répondu à la demande de l'inspection dans un courrier adressé le 1^{er} avril 2011.

Une modification importante est à signaler : les critères de classement ne prennent plus en compte les capacités de traitement des déchets (flux en tonnes/an par exemple), mais, pour les installations de tri / transit / regroupement de déchets, leur nature ou famille, les surfaces ou volumes maximales de « déchets susceptibles d'être stockés sur le site » à un instant « t ».

L'exploitant a adressé un dossier de déclaration le 12 janvier 2011, puis de demande d'autorisation le 12 décembre 2011 (rubrique n° 2791 notamment).

Suite aux décrets de modification de la nomenclature du 20 mars 2012, modifiant la portée des rubriques n° 2710 et 2711, et du 24 novembre 2012, il a respectivement, par différents courriers des 14 septembre 2012, 2 mai 2013 et 1^{er} avril 2014, demandé le bénéfice de l'antériorité au titres des rubriques n° 2790 et 2791, 2710 révisée et 2517.

Suite au décret n° 2013-375 du 2 mai 2013, mettant en application en droit national la directive « IED », l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité par courrier du 16 octobre 2013, dont il a été pris acte par lettre préfectorale du 27 janvier 2014 (établissement existant nouvel entrant).

Une erreur de classement a été corrigée, à savoir la rubrique n° 1173 visée alors qu'il s'agit non pas de substances (au titre du règlement CLP) mais de déchets (déchets dangereux en l'occurrence) ; ces volumes sont désormais visés par rubrique n°2718, et par conséquence par la rubrique n° 3550 (IED).

Enfin, par rapport aux activités antérieures, il convient de prendre en compte l'activité nouvelle de broyage des refus de tri en vue de la préparation de Combustibles de Substitution (CSR) et donc des modifications d'ordres organisationnel et/ou réglementaire quant aux activités exercées sur ce site de Bruguières.

Classement antérieur :

Tableau extrait de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2010

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime	Seuil	Autorisé
2260-1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 500 kW	Broyage : Broyeur papier/carton : 200 kW ; broyeur bois : 511 kW; broyeur papier : 7.5 kW Puissance totale : 718,5 kW	A	500 kW	718,5 kW
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³	Installation de transit et de tri de déchets non dangereux: - plastiques ; - bois ; - papiers/cartons.	A	> 1000 m³	Stocks en attente de tri : plastiques : 1120 m³ bois : 1980 m³ papiers/cartons : 1697 m³
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³;	Installation de transit et de tri de déchets non dangereux: - DND - Encombrants - Déchets de chantiers (en attente de tri)	A	> 1000 m³	DND: 5806 m³ encombrants : 225 m³ déchets de chantiers : 1800m³
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. 1. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	Installation de transit et de tri de déchets dangereux et d'amiante:	A	> 1 t	DID : 30 t Amiante : 12 t Huiles : 1 t CFC/R12 : 0.3 t Lampes : 6 t Piles : 5 t Tubes cathodiques : 34 t Soit au total : 88,3 t
1432-2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b. représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	Stockage de liquides inflammables : 1 cuve gasoil enterrée double peau de capacité 40 m³ (Ceq : 1.6 m³) ; 1 cuve fuel aérienne de capacité 10m3 (Ceq : 2 m³) ; Stockages d'encres, vernis, colle, résine, peinture, assimilés à des liquides inflammables de 1 ^{ère}	D	>10 m³ <100 m³	43,6 m³ de capacité équivalente

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime	Seuil	Autorisé
		catégorie, soit 20 m ³ (Ceq : 20 m ³); Stockages de solvants, huiles hydrocarbures, assimilés à des liquides dangereux pour l'environnement, soit 20 m ³ (Ceq : 20 m ³).			
1434-1 b	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) : 1. Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : b. supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h	Installation de distribution de liquides inflammables 1 poste de distribution de fuel de 2,8 m ³ /h (Deq : 0,56 m ³ /h) ; 1 poste de distribution gasoil de 5 m ³ /h (Deq : 1 m ³ /h).	DC	>1 m ³ /h <20 m ³ /h	1,56 m ³ /h
1530-3	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) La quantité stockée étant : 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	Dépôt de papier/carton (attente d'évacuation)	D	>1 000 m ³ <20 000 m ³	8 300 m ³
1532-2	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) La quantité stockée étant : 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	Dépôt de Bois sec ou matériaux combustibles analogues (attente d'évacuation)	D	>1 000 m ³ <20 000 m ³	3 700 m ³
2515-2	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Criblage de déchets de chantiers	D	>40 kW <200 kW	84 kW
2663-2 b	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). 2. dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³	Dépôt de plastiques en attente d'évacuation	D	>1 000 m ³ <10 000 m ³	1600 m ³
2711-2	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut 2. Le volume susceptible d'être entreposé étant : supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Dépôt de DEEE	D	>200 m ³ <1 000 m ³	500 m ³

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime	Seuil	Autorisé
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. 2. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Stock de métaux	D	>100 m ² <1 000 m ²	400 m ²
1173	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi d'encres, vernis, colle, résine, peinture, emploi de substances ou préparations) telles que assimilés à des liquides définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	stockage et emploi d'encres, vernis, colle, résine, peinture, assimilés à des liquides dangereux pour l'environnement. stockage et emploi de solvants, huiles hydrocarbures, assimilés à des liquides dangereux pour l'environnement. stockage et emploi de révélateurs, assimilés à des liquides dangereux pour l'environnement. stockage et emploi de fixateurs, acides, bases, assimilés à des liquides dangereux pour l'environnement. tonnage total de 30 t	NC	< 100t	30 t
1185	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés Conditionnement de fluides et mise en œuvre, telle que fabrication de mousses, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visés par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage, de surfaces visés par la rubrique 2564. La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 80 litres mais inférieure à 800 litres	2 bonbonnes de stockage de fluides frigorigènes après extraction (26 litres de gaz par bonbonne soit 13 kg par bonbonne)	NC	< 80l	52l
2171	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Centre de transit de déchets verts non fermentés et non en cours de fermentation: 30 t/an	NC	200 m ³	<90 m ³
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage susceptible d'être présente étant inférieure à 15 000m ³	Dépôt de gravats pré-triés et après tri (en attente d'évacuation)	NC	>15 000m ³	2 250m ³
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250m ³	Dépôt de verre (après tri)	NC	>250m ³	90m ³

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classée).

Il s'avère maintenant, que les installations exploitées par la Société PAPREC Sud-Ouest – 9/11, chemin des Pierres Zone d'Activités « le Petit Paradis » - Bruguères sont désormais rangées sous le régime de l'autorisation et sous les rubriques suivantes :

Classement actualisé :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Régime	Caractéristiques des installations
3550	<p>Stockage temporaire de déchets</p> <p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560</p> <p>à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p>	<p>Autorisation</p> <p>La capacité totale supérieure à 50 tonnes</p>	<p><i>Stockage temporaire de déchets dangereux :</i></p> <p>* 121 tonnes</p>
/	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets	/	<p><i>Capacité totale de déchets autorisée (toutes natures de déchets confondues) :</i></p> <p>* 274 000 t/an</p>
2710	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>2.a Collecte de déchets non dangereux</p>	<p>Autorisation</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m³</p>	<p><i>Avec bénéfice de l'antériorité</i></p> <p><i>Volume de déchets non dangereux apportés par le producteur</i></p> <p>> 600 m³</p>
2714	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</p> <p>À l'exclusion des activités visées aux rubriques n° 2710 et 2711.</p>	<p>Autorisation</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p><i>Stockage en attente de tri :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - plastiques : 550 m³ ; - * bois A et B: 2 400 m³ ; - papiers / cartons : 1 780 m³ <p><i>Stockage en attente d'évacuation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - * bois broyé B : 1 200 m³ - papiers / cartons : 7 850 m³ - plastiques : 1 600 m³ ; - pneumatiques : 70 m³. <p>Total : 15 450 m³</p>

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Régime	Caractéristiques des installations
2716	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes</p> <p>À l'exclusion des activités visées aux rubriques n° 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p>	<p>Autorisation</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur 1 000 m³</p>	<p><i>Stockage en attente de tri :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - DND (déchets non dangereux) : 4 401 m³ ; encombrants : 750 m³ ; - refus de tri valorisables : 2 400 m³ ; - déchets de chantiers : 1 620 m³ <p><i>Stockage en attente d'évacuation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - * CSR (Combustible de substitution) 897 m³ <p><i>Stockage en transit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets verts : 200 m³ <p>Total : 10 668 m³</p>
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement</p> <p>À l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719.</p>	<p>Autorisation</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t.</p>	<p>Tonnage total de déchets dangereux :</p> <p>* 121 t</p>
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux</p> <p>À l'exclusion des activités visées aux rubriques n° 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p>	<p>Autorisation</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 10 t/j</p>	<p><i>Broyage de papiers-cartons :</i></p> <p>90 t/j</p> <p><i>Broyage de matières plastiques :</i></p> <p>10 t/j</p> <p><i>Broyage de bois :</i></p> <p>100 t/j</p> <p>* Pré-broyeur et granulateur sur installation de CSR (Combustibles de Substitution):</p> <p>420 t/j</p> <p>Total : 620 t/j</p>
1432	<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables</p>	<p>Déclaration</p> <p>2-b Le volume de stockage en capacité équivalente étant supérieur à 100m³ mais inférieure ou égale à 100m³</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve enterrée de 40 m³ de gasoil ; - 1 cuve aérienne de 10 m³ de fuel ; - 1 stockage d'encres, vernis, colle, résine, peinture, assimilés à des liquides inflammables de 20 m³ ; - 1 stockage de solvants, huiles, hydrocarbures assimilés à des liquides inflammables de 20 m³ ; <p>Soit une capacité équivalente de 43,6 m³</p>

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Régime	Caractéristiques des installations
1435	Station-service : installation ouverte ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteurs, de bateaux d'aéronefs	Déclaration Contrôlée Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m ³ /an, mais inférieur à 3 500 m ³ /an	Station-service distribuant du gasoil et gasoil non routier: Soit un volume, en capacité équivalente, de 150 m³/an
1532	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de)	Déclaration La quantité stockée étant : 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	* Dépôt de Bois A broyé en attente d'évacuation Total : 1 200 m³
2515	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Déclaration La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	<i>Criblage de déchets de chantiers</i> <i>Puissance du criblage : 84 kW</i>
2711	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut	Déclaration 2. Le volume susceptible d'être entreposé étant : supérieur ou égal à 200 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	<i>Volume total de DEEE :</i> 500 m³
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Déclaration La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ²	<i>Superficie de ferrailles</i> Total : 356 m²
1185	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés Conditionnement de fluides et mise en œuvre telle que fabrication de mousses, etc... À l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visés par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage, de surfaces visés par la	Non Classable La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 80 litres mais inférieure à 800	<i>2 bonbonnes de stockage de fluides frigorigènes : 2 bonbonnes de gaz après extraction de 26 litres soit 13 kg par bonbonne</i> Total : 52 l

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Régime	Caractéristiques des installations
	rubrique 2564.	litres	
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Non Classable La capacité de stockage susceptible d'être présente étant inférieure à 15 000m ³	Dépôt de gravats avant et après tri : 285 m ³
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Non Classable Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250m ³	Volume total de verre 90 m ³

A (Autorisation), DC (Déclaration Contrôlée) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

* installations nouvelles, ou existantes et modifiées

4. Propositions de l'inspection et conclusion

L'inspection propose à Monsieur le Préfet du département de la Haute-Garonne:

- de considérer les modifications projetées comme « notables » et « non substantielles » au regard des dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement cité ci-dessus, ces diverses modifications entreprises allant dans le sens d'une amélioration de l'organisation du site, une redistribution et une optimisation des conditions de tri et de valorisation des déchets, et une diversification des activités des déchets non dangereux, ainsi que l'ajout de l'activité de broyage de déchets de bois en vue de leur valorisation énergétique et du broyage des refus de tri également valorisés en Combustibles de Substitution (CSR) ;
- qu'un arrêté préfectoral complémentaire soit proposé conformément aux dispositions de l'article R.512.31 et 513.2 du Code de l'Environnement pour prendre en compte les modifications engendrées par rapport aux prescriptions techniques imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation et complémentaires antérieurs, et actualiser le classement des installations exploitées sur le site de la société PAPREC Sud-Ouest, établissement de Bruguières, compte-tenu des évolutions intervenues dans la nomenclature des installations classées ;
- de supprimer les prescriptions relatives à la provenance géographique des déchets qui ne s'appliquent pas aux installations de tri / transit / regroupement, mais uniquement aux installations d'élimination.

L'inspection propose à M. le Préfet de la Haute-Garonne de consulter les membres du CODERST et aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

L'inspecteur de l'Environnement



Hervé GERMAIN

Vérifié, et validé le 24/10/14
Pour le DREAL et par subdélégation
L'inspecteur de l'Environnement



Christine DACHICOURT-COSSART

